



DECLARATION ET APPEL DE L'INTERSYNDICALE DE L'UPEC

Personnels enseignants et Biatss de l'UPEC, la « fusion » entre dans le concret : il est temps de se poser ensemble les bonnes questions sur l'avenir de notre université !

Depuis un an et demi, l'équipe de la Présidence de l'UPEC mène à marche forcée une opération de fusion avec l'UPEM (Université Paris-Est-Marne la Vallée), dont tout le monde sait qu'elle est directement pilotée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui pratique un chantage aux financements au travers des appels d'offre. Rappelons que l'équipe actuelle n'a reçu aucun mandat de fusion lors de son élection en 2012 puisqu'elle avait alors soigneusement évité le débat sur la question, et s'était même engagée à ne pas la mettre en œuvre ! En dépit de la campagne « Rencontrons-NoU », qui sert d'écran de fumée, l'avenir de notre université se décide dans la plus grande opacité pour les personnels enseignants et administratifs. Il est de notre responsabilité, en tant qu'organisations syndicales, d'informer l'ensemble des personnels de ce qui se trame derrière l'étiquette « NoU ».

Sous couvert de « fusion » des composantes, les directions de l'UPEC et de l'UPEM ont proposé divers « scénarii » de réorganisation de l'Université, présentés à une « Commission gouvernance » dans laquelle seules les organisations ayant des élus aux conseils centraux ont été admises à siéger. Ces scénarios, sans cesse changeants, visent pour la plupart à faire disparaître les UFR au profit d'une séparation en UF (unités de formation, les départements) et UR (unités de recherche, les labos). Comme à l'UPEM dont la gestion est totalement centralisée, ces « composantes », dépendraient uniquement de la présidence. Un tel projet est inacceptable et dangereux, aussi bien pour la future offre de formation et la liaison formation/recherche, que pour la future gestion des postes d'enseignants et de Biatss. Aux dernières nouvelles, nouveau changement sans concertation, tous les « scénarii » envisagés sont balayés pour un retour au projet initial : les UFR seront supprimées au profit de « Schola » (Bravo pour le latin de cuisine !) dépourvues de pouvoir de gestion. Le dirigisme à l'Université dans sa version la plus radicale !

Oui au maintien du lien structurel formation / recherche au sein de composantes et d'UFR !

Les UFR sont non seulement les héritières d'une histoire de l'Université qu'on ne peut pas balayer d'un simple clic de Powerpoint, elles sont aussi des instances de régulation et d'équilibre entre les composantes, entre recherche et formation ; proches des réalités de la demande étudiante, elles fonctionnent encore sur un principe de collégialité et de démocratie. En supprimant la cohésion des UFR sous le prétexte de la « souplesse » et de l'autonomie, l'opération vise en réalité à mettre chaque département, chaque labo, sous la seule dépendance de la Présidence d'université. Laquelle pourra ainsi à l'avenir décider seule de supprimer ou de doter une composante (département ou labo) selon qu'elle sera ou non bien vue en haut-lieu.

Dans une « NoU » où toutes les composantes seraient « autonomes », sans UFR pour les inscrire dans un projet cohérent de recherche et de formation, qu'est-ce qui pourrait empêcher la direction de l'Université de supprimer les départements d'allemand et de

philosophie de l'UFR LLSH, comme elle a tenté de le faire en octobre dernier ?... Dans une « NoU » où les laboratoires de recherche seraient déconnectés de la formation des étudiants, il serait encore plus facile pour la Présidence de supprimer un labo jugé insuffisamment « rentable » aux yeux des « partenaires économiques » de la nouvelle Université ; la suppression du PLMC en Sciences l'an passé a montré le pouvoir dont dispose déjà la Présidence dans ce domaine... La fusion est en fait l'occasion d'une réorganisation managériale destinée à préparer le mode de gestion autoritaire, arbitraire et « centralisé » dont rêvent les technocrates du ministère. L'« autonomie » affichée contre l'indépendance effective des universités !...

Fidèle à sa méthode qui consiste à faire voter les décisions douloureuses à la fin du mois de juin - soit à un moment de l'année où le personnel ne risque pas de se mobiliser (cf. le vote de la mise en œuvre de la fusion fin juin 2014), l'équipe de direction de l'université mettra au vote le 26 juin prochain le schéma de la future organisation de l'Université fusionnée. Schéma qui menace l'existence des UFR, le lien formation/recherche, le sort de nombreux postes d'administration, et la représentation démocratique des personnels au sein de ce processus... La question est trop importante pour être réglée en catimini, en laissant les personnels de l'UPEC totalement hors du coup !

Les organisations signataires de ce texte n'ont pas toutes les mêmes positions sur le principe de la fusion, elles sont en revanche d'accord pour considérer qu'une opération aussi lourde de conséquences ne peut pas se faire sans une véritable information, un débat général préalable et un vote de la communauté universitaire.

Les soi-disant réunions de consultation « Rencontres-NoU », strictement encadrées et conçues comme des monologues de la direction, se sont tenues devant moins de dix personnes, et parfois aucune !... La très coûteuse « réunion des trois conseils » avec retransmission télévisuelle en direct assurée par une société privée de production s'est déroulée devant moins de vingt personnes, hors administration et direction !... Il est temps pour les personnels de l'Université de ne plus se laisser confisquer la parole ! La direction actuelle vit sur son nuage (Faut-il dire son « NoUage » ?) et ne semble pas se rendre compte de l'hostilité silencieuse de la communauté universitaire à l'encontre de ce projet qui apparaît de plus en plus clairement comme une invraisemblable usine à gaz.

C'est pourquoi, les syndicats de l'UPEC signataires de cette déclaration réunis en Intersyndicale appellent l'ensemble des personnels à venir débattre librement de ces projets le mardi 16 juin 2015 à 12h à l'amphi rouge.

Il n'y a pas de fatalité au forcing technocratique !

Réagissons à la tentative de destruction des UFR et composantes !

Venez tous à l'Assemblée générale des personnels
mardi 16 juin à 12h à l'amphi 3 (rouge), campus centre